

JEAN-PIERRE FAVENNEC ET PHILIPPE COPINSCHI

LES NOUVEAUX ENJEUX PÉTROLIERS EN AFRIQUE

EN DÉPIT DE CERTAINS DISCOURS, LE PÉTROLE SUR LE CONTINENT AFRICAIN NE REPRÉSENTE QU'UN PEU PLUS DE 3 % DES RÉSERVES MONDIALES PROUVÉES ET 5 % DE LA PRODUCTION. L'IMPORTANCE TOUTE RELATIVE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE N'INTERDIT CEPENDANT PAS L'ÉMERGENCE DE PUISSANCES PÉTROLIÈRES COMME LE NIGERIA ET L'ANGOLA, VOIRE À TERME LA GUINÉE-ÉQUATORIALE. LA SITUATION DANS CETTE PARTIE DU CONTINENT AFRICAIN EST ÉGALEMENT ORIGINALE PAR LES RELATIONS ENTRE GRANDS OPÉRATEURS PRIVÉS ET ÉTAT ET LES CRITIQUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE MANQUE DE TRANSPARENCE DE CE SECTEUR.

La montée des tensions dans le golfe arabo-persique a mis en lumière une fois de plus l'extrême dépendance, directe ou indirecte, des pays grands consommateurs d'énergie par rapport à cette région. Le développement ou la croissance d'un secteur pétrolier en Afrique subsaharienne prend donc une importance particulière, même si cette région ne peut prétendre constituer une alternative de quelque ordre que ce soit. Ses réserves avérées ne représentent qu'environ un dixième de celles du Moyen-Orient, mais elle est plus directement accessible pour les États occidentaux. Pourtant, il serait erroné de penser que l'intérêt pour le pétrole africain n'est lié qu'à cette conjoncture singulière : le marché pétrolier est un marché global depuis de longues années et nombre de grandes compagnies sont présentes en Afrique depuis des décennies. De plus, l'Afrique au sud du Sahara offre une série d'avantages comparatifs significatifs qui en font une zone privilégiée pour ces dernières, notamment par une fiscalité et des termes de contrat d'exploitation très favorables. Peut-être plus que dans d'autres régions, cependant, l'utilisation des revenus pétroliers par les pouvoirs en place suscite les interrogations croissantes des opinions publiques en raison de leur impact sur la distribution des richesses, sur le développement économique et sur l'environnement.



LE PÉTROLE DANS LE MONDE : ENJEUX ÉCONOMIQUES**ET POLITIQUES**

Parce qu'avec le gaz naturel, qui lui est souvent associé, il couvre les deux tiers de la demande énergétique mondiale, le pétrole est une matière première stratégique de première importance qui satisfait à lui seul 40 % des besoins en énergie de la planète. Il présente de plus une particularité fondamentale : c'est la source quasi unique de carburants pour les voitures, les camions et les avions. Sans pétrole, l'activité économique s'arrête, les armées sont paralysées. Le pétrole est donc une ressource vitale pour les États, et peut être en cela un enjeu potentiel de guerre. C'est enfin un élément important du commerce international : la production annuelle de pétrole représente entre 350 et 700 milliards de dollars, soit entre 20 et 40 % du PNB d'un pays comme la France.

Économiquement, le pétrole est également un produit à part : c'est probablement la seule matière première produite à grande échelle dont le prix de vente peut être très supérieur au coût d'extraction. Alors que le coût de production du baril de pétrole ne dépasse pas quelques dollars au Moyen-Orient, cinq à dix dollars dans la plupart des autres pays et une quinzaine de dollars pour les gisements les plus difficiles à exploiter (mer du Nord, Alaska), son prix de vente s'établissait, début 2003, à plus de 30 dollars par baril. Il représente donc une « rente » – la différence entre le prix de vente et le coût d'exploitation –, dont le partage entre les différents acteurs, essentiellement les États producteurs et les compagnies pétrolières, est un enjeu considérable, d'autant que le pétrole est la source principale de revenus pour de nombreux pays et qu'une baisse significative des prix a des conséquences catastrophiques pour les grands exportateurs (pays de l'Opep mais également Mexique, Russie, voire Norvège).

Deux éléments géopolitiques caractérisent le secteur pétrolier. D'une part, les grands pays consommateurs de pétrole, à l'exception de la Russie, sont également de grands importateurs (États-Unis, Europe, Japon). Inversement, les grands pays producteurs sont de grands exportateurs. D'autre part, les deux tiers des réserves de pétrole sont localisés au Moyen-Orient et particulièrement dans cinq pays : en Arabie Saoudite (25 % des réserves mondiales), en Irak (11 %), au Koweït, en Iran et aux Émirats arabes unis.

Tableau 1

États-Unis, Europe, Japon : consommation, production, importations

	<i>Consommation</i> (Mbl/j)	<i>Production</i> (Mbl/j)	<i>Importations</i> (Mbl/j)	<i>Réserves prouvées</i> (Milliards de barils)
États-Unis	19,7	8,2	11,2 #	22,4
Japon	5,4	0,01	5,3	0,06
Europe*	16	6,8	9,3	18,7

*BP 2001.

Neuf premiers mois de 2002.

Mbl/j : millions de barils par jour – 1 bl/j = 50 tonnes par an.

Tableau 2

Pays Opep : production, consommation, exportations

	<i>Réserves prouvées</i> (milliards de barils)	<i>Production</i> (milliers de barils par jour)	<i>Consom- mation</i> (milliers de barils par jour)	<i>Exportation</i> (milliers de barils par jour)	<i>Quota 2003</i> (01/01/2003) (milliers de barils par jour)
<i>Algérie</i>	11,3	1 563	200	1 250	735
<i>Arabie Saoudite</i>	262,7	8 768	1 347	7 117	7 476
<i>EAU</i>	97,8	2 422	139	2 184	2 007
<i>Indonésie</i>	5,1	1 410	1 095	428	1 192
<i>Iran</i>	89,7	3 688	1 131	2 750	3 377
<i>Iraq</i>	112	2 414	460	1 735	-
<i>Koweït</i>	96,5	2 142	206	1 856	1 845
<i>Libye</i>	29,5	1 425	182	1 210	1 232
<i>Nigeria</i>	22,5	2 148	292	1 900	1 894
<i>Qatar</i>	15,2	783	30	683	596
<i>Venezuela</i>	77,7	3 418	491	2 725	2 647
<i>Total Opep</i>	820	30 181	5 573	23 838	23 001
<i>Total Monde</i>	1 050,1	74 493	75 291	43 754	

Jusque dans les années 1960, le marché pétrolier est resté pour l'essentiel contrôlé par les grandes sociétés pétrolières internationales, qui assurent la production, le transport, le raffinage et la distribution des produits pétroliers



jusqu'au consommateur final. La prodigieuse croissance de la consommation de l'or noir dans les années 1950-1960 repose sur plusieurs facteurs : mise au jour et exploitation des considérables réserves du Moyen-Orient, développement des marchés des carburants (croissance rapide du parc d'automobiles et de camions) et pénétration des fiouls au détriment du charbon dans les secteurs résidentiels et industriels. Ce sont les compagnies internationales et les *majors* qui favorisent et organisent cette croissance, au moyen notamment d'une baisse régulière des prix.

En réaction à cette baisse des prix et avec pour objectif la stabilisation du cours du pétrole, cinq pays créent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en 1960. Progressivement, l'Opep va s'assurer le contrôle du marché pétrolier et, dans les années 1970, la plupart des pays membres de l'organisation procèdent à la nationalisation de leur industrie pétrolière. Mais c'est le premier choc pétrolier, en 1973, qui marque véritablement la prise de contrôle du marché pétrolier par l'Opep. Déclenchée le 6 octobre, la guerre du Kippour entre Israël et les pays arabes est l'occasion pour ces derniers de décréter une forte augmentation du prix du pétrole et un embargo contre certains pays occidentaux supposés favorables à Israël. Même s'il reste très limité dans le temps, cet embargo provoque la méfiance des grands pays consommateurs à l'égard des pays producteurs, en particulier ceux du golfe arabo-persique, qui détiennent l'arme absolue : la possibilité de perturber fortement, sinon d'arrêter l'activité économique des pays consommateurs. Ceux-ci vont alors s'efforcer de développer des sources alternatives : mer du Nord, Alaska et Afrique de l'Ouest. Les coûts de production y sont plus élevés, mais les hausses de prix consécutives aux deux chocs de 1973 et 1979-1981 les rendent tout à fait rentables. La forte baisse des prix due au contre-choc de 1986 aurait pu mettre en péril la rentabilité de la production dans ces zones, mais le progrès technique, en divisant par un facteur de près de deux les coûts de production, notamment dans les zones difficiles, permet de poursuivre leur exploitation.

En ce début 2003, la volonté de diversification des sources de pétrole reste plus que jamais d'actualité. Les États-Unis veulent réduire leur dépendance par rapport au Moyen-Orient et l'Afrique est l'objet de toutes leurs convoitises. Le continent africain, de par sa situation géographique, est considéré par les États-Unis et l'Europe comme une source de pétrole privilégiée. Les États-Unis en particulier déploient depuis la mi-2002 des efforts considérables pour multiplier les livraisons de pétrole en provenance du golfe de Guinée. En témoignent par exemple les visites du secrétaire d'État Colin Powell en Angola et au Gabon en septembre 2002, de l'assistant secrétaire d'État pour les Affaires africaines, Walter Kansteiner, au Nigeria puis à

São Tome e Principe. L'objectif des États-Unis est de faire passer de 15 % actuellement à 25 % en 2020 la part de leurs importations pétrolières en provenance du continent africain.

LE PÉTROLE EN AFRIQUE : SITUATION GÉNÉRALE

Alors que, sur de nombreux continents, la production pétrolière a commencé dès le XIX^e siècle (États-Unis, Russie, Indonésie) ou au début du XX^e (Moyen-Orient, Amérique du Sud), la mise au jour des gisements d'hydrocarbures fut beaucoup plus tardive en Afrique : la production démarra dans les années 1950 en Algérie, au Gabon, au Congo ou en Angola, dans les années 1960 au Nigeria et en Libye. La production de pétrole en Afrique est concentrée sur deux zones et quelques pays : le pourtour du golfe de Guinée, avec un producteur majeur (le Nigeria) et plusieurs producteurs significatifs (notamment l'Angola, le Congo, le Gabon et la Guinée-Équatoriale, producteur récent mais en plein développement) ; l'Afrique du Nord (Algérie, Libye, Égypte et dans une moindre mesure Tunisie).

Au total, les réserves de pétrole du continent s'élèvent à 77 milliards de barils, dont 42 en Afrique du Nord et 34 en Afrique de l'Ouest et dans le pourtour du golfe de Guinée. La production du continent atteint 7,8 millions de barils par jour (soit un peu plus de 10 % du total mondial). L'Afrique n'est donc pas, en termes de réserves et de production, un nouveau Moyen-Orient, mais son rôle comme fournisseur des États-Unis et de l'Europe en fait un acteur clé.

Le pétrole en Afrique du Nord

L'Afrique du Nord, en particulier l'Algérie et la Libye, est un fournisseur essentiel de l'Europe. Le pétrole nord-africain n'a que la Méditerranée à franchir pour atteindre la France, l'Italie, la Grèce ou la Turquie. Les liens entre la France et l'Algérie d'une part, l'Italie et la Libye d'autre part ont joué un rôle important dans le développement de l'industrie pétrolière de ces deux pays. Ce sont des sociétés françaises qui, avant l'indépendance de l'Algérie, ont mis en évidence les gisements du Sahara. C'est pour traiter le pétrole libyen, découvert et exploité d'abord par des sociétés américaines indépendantes dépourvues de capacités de raffinage en Europe, que d'importantes installations ont été construites en Sardaigne, en Sicile et dans le Mezzogiorno – ce qui répondait par ailleurs au vœu du gouvernement italien de développer économiquement cette région.

La Libye et l'Algérie sont d'importants pays exportateurs de pétrole ; l'Égypte consomme une grande partie de sa production. La Libye exporte également un peu de gaz naturel mais c'est bien entendu l'Algérie qui est un acteur



majeur de la scène gazière. Le gaz du Sahara est exporté vers l'Europe soit par le gazoduc Algérie-Tunisie-Sicile qui franchit la Méditerranée, soit par le gazoduc Algérie-Maroc-Espagne qui passe par le détroit de Gibraltar, soit sous forme GNL (gaz naturel liquéfié). Ces pays d'Afrique du Nord offrent, en termes de trajectoire historique, des caractéristiques pétrolières plus proches de celles des producteurs du Moyen-Orient que de l'Afrique de l'Ouest : membres de l'Opep pour l'Algérie et la Libye, nationalisation dans les années 1970, rôle encore très important et actif de la compagnie nationale, forte sensibilité aux tensions politiques dans le monde arabo-musulman, etc.

Tableau 3

Réserves, production, consommation de pétrole – Part du pétrole dans les exportations, le PIB et le budget de l'État – Libye, Algérie, Égypte

	Réserves prouvées (milliards de barils)	Produc- tion (barils par jour)	Consom- mation (b/j)	Expor- tation (b/j)	Part du pétrole dans les exporta- tions de l'État (montant)	Part dans le PIB	Part dans les ressources de l'État
Libye	29,5	1 438 000	182 000	1 250 000	98 %	80 %	75 %
Algérie	9,2	1 450 600 *	187 700	1 250 000	95 % #	30 %	60 %
Égypte	2,9	713 000 *	585 000	128 000	40 %	4 %	10 %

des revenus.

*Janvier-octobre 2001.

La production de pétrole en Afrique subsaharienne¹

C'est assez récemment, dans les années 1960 et 1970, que la région du golfe de Guinée a intégré le paysage pétrolier mondial. Certes, les réserves y restent limitées à l'échelle globale : avec 3,1 % des réserves mondiales et 5,3 % de la production, l'Afrique subsaharienne n'est pas un continent majeur pour les réserves et la production de pétrole et de gaz. Mais, depuis la fin des années 1980, le golfe de Guinée est devenu l'une des destinations favorites des investisseurs pétroliers internationaux et la production y est en forte croissance : le pétrole – bien qu'en *offshore* – est relativement facile à produire et il est de bonne qualité². La région est en outre bien située par rapport aux marchés consommateurs d'Europe et des États-Unis.

La plupart des États d'Afrique subsaharienne proposent de surcroît un système juridique relativement favorable aux investisseurs étrangers en termes d'accès à la ressource et de régimes fiscaux. Tous les pays n'ont évidemment

pas les mêmes prétentions : les potentiels pétroliers (et éventuellement gaziers) du Nigeria et de l'Angola placent les régimes de ces États dans une certaine position de force face aux compagnies pétrolières. Si ces deux pays peuvent se montrer relativement exigeants dans le partage de la rente *via* la fiscalité, les petits pays pétroliers ont tous entamé à des degrés divers des révisions de leur fiscalité afin de conserver une certaine compétitivité dans le contexte de stagnation de leurs réserves ; elle tend aujourd'hui à se rapprocher des standards pratiqués en mer du Nord ou dans le golfe du Mexique (c'est-à-dire dans les pays industrialisés), où le droit fiscal est proche du régime ordinaire.

Surtout, les réserves africaines sont parmi les plus accessibles pour les compagnies pétrolières occidentales. La plupart des autres principaux pays producteurs (Moyen-Orient, Venezuela, Mexique, Russie ou Chine) ne s'ouvrent guère aux investisseurs étrangers, ou alors à des conditions souvent nettement moins avantageuses qu'en Afrique subsaharienne. Pour ces raisons, le golfe de Guinée est devenu, avec la Caspienne, une région clé dans le jeu géopolitique pétrolier du début du XXI^e siècle et un élément central des stratégies de développement des grandes multinationales pétrolières. Le golfe de Guinée représente ainsi environ 14,5 % des activités amont de Shell (essentiellement au Nigeria), 30 % pour TotalFinaElf (en Angola et dans les États francophones) et 35 % pour ChevronTexaco (en Angola et au Nigeria). ExxonMobil, compagnie historiquement moins bien introduite dans cette ancienne région de « chasses gardées », y a fortement investi et, bien que déjà très présente au Nigeria, devrait voir sa production africaine sensiblement augmenter dans les prochaines années lorsque les projets actuellement en développement (en Angola, en Guinée-Équatoriale³ ou au Tchad) seront opérationnels.

Le pays de loin le plus important de la région est le Nigeria, qui dispose d'importantes réserves dans la région de l'embouchure du Niger. Le bassin de sédiments formé au cours des âges par les alluvions du Niger contient également les gisements du Cameroun et de la Guinée-Équatoriale. Jusqu'à une époque récente, la production nigérienne provenait de nombreux gisements, en

1. Pour une présentation complète de la scène pétrolière africaine, voir J.-P. Favennec et P. Copinschi, « L'amont pétrolier en Afrique de l'Ouest : état des lieux », *Revue de l'Énergie*, n° 511, novembre 1999, pp. 693-701.

2. Les pétroles bruts africains sont, en moyenne, relativement légers (donc fournissent de bons rendements en essences et en gazole) et peu sulfureux. Ils sont ainsi très attrayants pour les raffineurs, européens en particulier.

3. J. Roitman et G. Roso, « Guinée-Équatoriale : être "offshore" pour rester "national" », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001, pp. 121-142.



général de taille moyenne. Les flux sortant de ces gisements sont souvent mélangés pour donner des bruts commerciaux exportés à partir des terminaux de Forcados, Escravos et Bonny, dont ils portent les noms. Plus récemment, des gisements importants ont été découverts en *offshore* profond ou très profond et la production du Nigeria devrait augmenter sensiblement. Mais le pays est membre de l'Opep et sa production est donc plafonnée par un quota. La renégociation de celui-ci est l'un des problèmes que doit affronter l'organisation.

Le deuxième pays producteur de la région est l'Angola. Sa production, commencée durant la colonisation portugaise dans l'enclave de Cabinda, est aujourd'hui en pleine croissance, grâce notamment aux découvertes faites au large de l'enclave (60 % du pétrole angolais provient de cette zone) et, plus au sud, en *offshore* profond, au large de Luanda. Les récents forages en *offshore* très profond se sont en revanche révélés jusqu'à présent décevants.

Au Congo-Brazzaville voisin, la production est également en augmentation régulière depuis les années 1970, et les dernières découvertes en *offshore* profond devraient permettre son maintien à un niveau relativement élevé dans les prochaines années. Dans ces deux pays, la quasi-totalité de la production provient de l'*offshore*, ce qui explique en partie qu'elle n'ait jamais été interrompue durablement malgré les conflits. La production en Guinée-Équatoriale a démarré très modestement en 1992 et n'est devenue substantielle qu'en 1997. Elle croît maintenant rapidement (environ 10 millions de tonnes en 2002), et les découvertes récentes font de ce pays l'un des acteurs majeurs de la région⁴. Celle du Gabon, en revanche, qui avait doublé à la fin des années 1980 et atteint près de 18 millions de tonnes en 1996, est en déclin. À l'inverse de ses proches voisins producteurs, peu de découvertes ont été réalisées récemment dans l'*offshore* gabonais.

Enfin, d'autres pays d'Afrique subsaharienne ont été ou sont producteurs de pétrole, à commencer par le Cameroun, dont la production a dépassé les 10 millions de tonnes par an dans les années 1980, mais qui n'extrait plus actuellement que quelques millions de tonnes par an. La Côte d'Ivoire est quant à elle un producteur modeste (au mieux 1 ou 2 millions de tonnes par an), de même que le Congo-Kinshasa.

En dehors du golfe de Guinée, la production du Soudan, commencée à un niveau significatif en 1999, atteint désormais plus de 10 millions de tonnes par an. Les gisements exploités se situent tous au sud du pays et l'huile est exportée grâce à un oléoduc (inauguré en 1999) long de plus de 1 500 kilomètres jusqu'à Port-Soudan. L'extraction est assurée par de petites compagnies indépendantes, canadienne (Talisman Oil⁵) et suédoise (Lundin), associées aux compagnies nationales malaisienne Petronas et chinoise PetroChina. D'autres

gisements importants existent vraisemblablement, mais ils se trouvent dans des zones de guerre entre le gouvernement de Khartoum et les mouvements armés d'opposition.

Enfin, les premiers barils de pétrole tchadien arriveront sur le marché mondial en 2003. Dès le milieu des années 1970, des réserves de pétrole avaient été identifiées autour du lac Tchad, dans le nord du pays. Mais celles-ci, trop limitées, ne pouvaient justifier la construction d'un oléoduc jusqu'à la côte camerounaise (distante de plus de 2 000 kilomètres), indispensable à son exportation. De plus, la guerre civile différa à plusieurs reprises le rêve du Tchad de devenir un pays producteur de pétrole. Poursuivant au sud les recherches entreprises au nord, les compagnies pétrolières américaines (Conoco puis Exxon) ont mis en évidence la présence de réserves importantes dans la région de Doba. Leur exploitation a rendu nécessaire la construction d'un oléoduc de 1 300 kilomètres traversant le Cameroun, d'un coût supérieur à 3 milliards de dollars (installations de production et oléoduc), financé avec l'aide directe de la Banque mondiale.

Les réserves situées au Tchad et au Soudan, de première importance pour le développement économique de ces pays, restent relativement marginales à l'échelle mondiale. Elles alimentent cependant depuis plusieurs années une vive polémique internationale en raison de la nature des régimes en place à Khartoum et N'Djamena et de la situation politique et économique de ces deux pays. Les ONG locales et internationales s'inquiètent notamment de l'usage des fonds versés par la Banque mondiale, comme de ceux générés par la vente du pétrole⁶. Elles s'alarment également du risque environnemental que fait courir la traversée de la forêt tropicale camerounaise par l'oléoduc Tchad-Cameroun.

4. D'autres pays du golfe de Guinée pourraient prochainement devenir des producteurs de pétrole, à l'image de São Tomé e Príncipe, voisin de la Guinée-Équatoriale, dont les eaux territoriales recèlent vraisemblablement des quantités substantielles de pétrole.

5. Des discussions sont en cours pour la revente de ses parts à une compagnie indienne.

6. A. de Waal, « Une perspective de paix pour le Soudan en 2002? », *Politique africaine*, n° 85, mars 2002, pp. 93-107.

**Tableau 4**

Réserves, production, consommation, exportations de pétrole –
Part du pétrole dans les exportations, le PNB
et les ressources de l'État – Nigeria, Angola, Congo,
Gabon, Guinée-Équatoriale

	<i>Réserves prouvées</i> (milliards de barils)	<i>Production</i> (barils par jour)	<i>Consom- mation</i> (b/j)	<i>Expor- tation</i> (b/j)	<i>Part du pétrole dans les exportations</i> (revenus)	<i>Part dans le PIB</i>	<i>Part dans les ressources de l'État</i>
Nigeria	22,5	2 240 000	292 000	1 900 000	95 %	30 %	80 %
Angola	5,4	742 000	31 000	711 000	90 %	45 %	-
Congo	1,5	262 000	7 000	255 000	90 %	50 %	70 %
Gabon	2,5	302 000	19 000	283 000	80 %	43 %	65 %
Guinée- Éq.	Non connues	181 000	1 000	180 000	86,6 % #	72,30 %	

des exportations totales.

LE PROBLÈME DU GAZ NATUREL

Toute production de pétrole brut est accompagnée d'une production de gaz naturel (majoritairement constitué de méthane, avec des fractions plus ou moins importantes d'éthane, de propane, de butane et de produits plus lourds). Le gaz naturel ainsi récupéré au moment de la production pétrolière peut être soit réinjecté dans les gisements pour maintenir la pression et favoriser la récupération ultérieure des liquides, soit utilisé comme combustible (industrie, production d'électricité).

Si la réinjection de gaz s'avère trop coûteuse et si les débouchés industriels restent faibles, le gaz excédentaire est alors brûlé à la torche. Ce brûlage représente un gaspillage d'énergie de moins en moins acceptable, d'autant qu'il contribue à accroître les émissions de gaz à effet de serre. Le brûlage est particulièrement important au Nigeria compte tenu des volumes de pétrole produits dans le pays. C'est pourquoi une usine de liquéfaction de gaz naturel a été construite à Bonny. Inaugurée en 1999, elle exporte du gaz naturel vers l'Europe et, en proportion moindre, vers les États-Unis. Deux trains de liquéfaction de plusieurs milliards de mètres cubes chacun sont déjà en service, et plusieurs trains supplémentaires sont à l'étude.

Une partie du gaz naturel est cependant utilisée sur place au Nigeria pour des usages industriels. En outre, deux projets pourraient permettre une utilisation supplémentaire du gaz naturel :

– un gazoduc ouest-africain alimentera en gaz, depuis des gisements nigériens, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Il faut noter que la Côte d'Ivoire produit déjà, à partir de gisements locaux – gaz associé aux gisements de Lion et Panthère, gaz de Foxtrot –, du gaz naturel utilisé pour la fabrication d'électricité et la fourniture d'énergie à certaines industries (dont les installations de la Société ivoirienne de raffinage) de la zone industrielle de Vridi, proche d'Abidjan ;

– un gazoduc Nigeria-Algérie exportera à travers le Sahara du gaz naturel vers l'Algérie. Ce gazoduc se connectera au réseau des gazoducs algériens qui permettent l'exportation vers l'Europe.

En Angola, un projet de GNL (gaz naturel liquéfié) est également à l'étude pour, comme au Nigeria, éviter le brûlage d'une ressource énergétique précieuse. Seul obstacle éventuel au projet : la distance qui sépare l'Angola des grands marchés consommateurs américains et européens.

LES ACTEURS DE L'EXPLORATION-PRODUCTION

DANS LE GOLFE DE GUINÉE ⁷

Alors que, dans de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine ou d'Afrique du Nord, les compagnies nationales ont un monopole ou jouent un rôle actif et déterminant dans les activités pétrolières en amont, en Afrique subsaharienne la situation est différente. Au Nigeria, 95 % environ du pétrole est produit par des *joint-ventures* (JV), c'est-à-dire des associations entre la société nationale NNPC (Nigeria National Petroleum Corporation) et les compagnies étrangères qui sont, dans la quasi-totalité des cas, les opérateurs. La principale JV, opérée par Shell et dont la NNPC détient 55 % des parts, produit près de la moitié du brut du pays. Dans les autres JV (où les opérateurs sont ExxonMobil, ChevronTexaco, ENI/Agip et TotalFinaElf), la participation de la NNPC est de l'ordre de 60 %. Dans une JV, chaque partenaire (NNPC et compagnie étrangère) contribue au financement des opérations au prorata de sa participation. Depuis quelques années, le gouvernement a mis en place, pour la recherche et, le cas échéant, l'exploitation de nouveaux gisements, des contrats de partage de production (CPP). Dans ces contrats, l'intégralité des

7. Voir également P. Copinschi, « Stratégie des acteurs sur la scène pétrolière africaine (Golfe de Guinée) », *Revue de l'Énergie*, n° 523, janvier 2001, pp. 33-42.



dépenses d'exploration et, éventuellement, de mise en production est supportée par la compagnie étrangère, qui est rémunérée (remboursement des coûts et participation au profit) par une partie de la production.

En Angola, la société nationale Sonangol est, du fait de la loi sur les hydrocarbures de 1978, la seule société concessionnaire pour l'exploration et la production d'hydrocarbures. À ce titre, comme la NNPC, soit elle est associée dans des *joint-ventures* avec des sociétés étrangères, soit – et c'est le cas le plus fréquent – elle délègue à une société étrangère les investissements et les travaux d'exploration et de production dans le cadre de CPP. Les principales sociétés étrangères présentes en Angola sont :

- ChevronTexaco, qui assure l'essentiel de la production de Cabinda à travers sa filiale Cabinda Gulf Oil Company avec Sonangol, Agip et TotalFinaElf ;

- ExxonMobil, opérateur (CPP), en association avec BP, Agip et des intérêts norvégiens, du bloc 15 de l'*offshore* profond sur lequel d'importantes découvertes ont été faites au cours de ces cinq dernières années ;

- TotalFinaElf, opérateur (CPP) du bloc 17, en association avec ExxonMobil, BP, Statoil et Norsk Hydro (deux compagnies norvégiennes). C'est sur ce bloc que de très nombreuses découvertes ont été réalisées depuis 1996 (champs Girassol, Dalia, Rosa, Lirio, Tulipa, Orquidea, Cravo, Camelia et Jasmin notamment).

Le consortium de compagnies mis en place pour la recherche sur le bloc 31, situé en *offshore* ultraprofond, où de nombreux champs ont été identifiés, symbolise la situation en Angola : BP en est l'opérateur, en association avec ExxonMobil, TotalFinaElf, Sonangol, Statoil, et Marathon, une « petite » société américaine. Seule Shell, qui a dû abandonner ses recherches sur le bloc 16 (pourtant situé entre les prolifiques blocs 15 et 17) faute de découvertes, est absente du jeu angolais.

TotalFinaElf, qui a hérité des actifs d'Elf dans les États francophones, est le principal opérateur au Congo-Brazzaville, où Agip, implantée depuis les années 1960, occupe la deuxième place. TotalFinaElf y opère principalement en association avec ChevronTexaco, Energy Africa (Engen, Afrique du Sud) et SNPC (Société nationale des pétroles du Congo), la société nationale. Agip opère également en association avec ChevronTexaco et SNPC. Si Shell, ExxonMobil ou BP n'y ont que des intérêts très limités, des sociétés plus petites, souvent nord-américaines comme l'entrepreneuse société Marathon (également très présente en Guinée-Équatoriale) ou Anadarko, ont récemment pris des participations importantes dans l'*offshore* congolais. Depuis 1968, les compagnies pétrolières travaillent sous le régime des *joint-ventures*. En 1994, une nouvelle loi a offert aux compagnies étrangères la possibilité de passer des contrats de partage de production, et la plupart des opérateurs en ont signé.

Au Gabon, les deux principaux opérateurs restent Shell et TotalFinaElf, implantées depuis le début dans le pays. Mais, plus encore qu'au Congo, les

investissements d'exploration sont dorénavant surtout le fait de petites compagnies privées comme Amerada Hess, qui produit déjà, Pioneer Natural Resources, Vaalco Energy, Pan African Energy Corporation Ltd, Sasol Petroleum International et PetroEnergy Resources Corporation. Agip, troisième opérateur historique du Gabon, s'est associée à la très active société nationale malaise Petronas sur trois blocs d'exploration.

En Guinée-Équatoriale, la première découverte – et la première production d'huile – a été réalisée par la firme espagnole Cepsa. Ce premier champ à être exploité (Alba), qui fournit des quantités modestes – environ 1 million de tonnes par an – d'une huile très légère appelée « condensat », est désormais la propriété de Marathon Oil, en association avec de petites compagnies indépendantes américaines (Noble Affiliates, Globex International). Le champ le plus important, Zafiro, est opéré par ExxonMobil, avec Ocean Energy, une compagnie américaine indépendante. Le troisième champ important, Ceiba, est désormais exploité par Amerada Hess.

La scène pétrolière africaine en amont (exploration et production) se partage ainsi entre trois catégories d'acteurs relativement bien distinctes. Premièrement les compagnies nationales, qui ont connu différents avatars. La NNPC, au Nigeria, éprouve de grandes difficultés à financer sa part d'investissement dans les *joint-ventures* et privilégie les contrats de partage de production. Même situation au Congo où la SNPC, qui a remplacé Hydrocongo, favorise le même type de contrat. En Angola, Sonangol est un partenaire actif dans les associations, mais ses engagements financiers restent limités. Au Gabon, il n'y a pas de société nationale ; c'est le ministère des Mines, de l'Énergie et du Pétrole qui représente l'État dans les activités pétrolières.

Deuxièmement, les grandes compagnies internationales : première compagnie pétrolière privée mondiale, ExxonMobil est présente en force au Nigeria (anciens intérêts Mobil), en Angola et en Guinée-Équatoriale. Shell opère la moitié des activités de production au Nigeria et au Gabon, tandis que ChevronTexaco, premier producteur en Angola, est très active au Nigeria et au Congo-Brazzaville. TotalFinaElf est présente dans les quatre principaux pays producteurs et occupe les devants de la scène en Angola, au Congo ou encore au Gabon. Agip est partout bien implantée. Seul BP⁸ apparaît en retrait et n'intervient significativement qu'en Angola.

8. Historiquement absente de la région depuis la nationalisation de ses intérêts au Nigeria, en 1979. C'est l'unique cas de nationalisation des actifs pétroliers d'une compagnie étrangère par l'État en Afrique subsaharienne. Et encore, les avoirs de BP au Nigeria furent nationalisés pour des raisons de politique étrangère, en réaction au soutien que le gouvernement britannique (à l'époque propriétaire de BP) apportait au régime blanc de Rhodésie.



Les positions de TotalFinaElf doivent évidemment beaucoup au passé d'Elf. Mais la privatisation de cette dernière en 1994 puis son absorption par Total-Fina en 1999 ont eu des conséquences profondes sur la place et le rôle de la compagnie dans la région, qui s'inscrivent parfaitement dans l'évolution générale de la politique africaine de la France. Elf, puis TotalFinaElf, a largement recentré son action autour d'une logique essentiellement commerciale. De moins en moins liés aux contingences stratégiques ou diplomatiques du gouvernement français, les centres d'intérêt de la compagnie en Afrique subsaharienne se sont élargis, au-delà de l'aire francophone (Gabon et Congo essentiellement), aux deux États pétroliers phares, le Nigeria et l'Angola, où se joue l'essentiel de la compétition pétrolière dans laquelle TotalFinaElf inscrit désormais son action. Dans ces deux pays, seules les compagnies les plus puissantes, les « majors », sont en lice pour l'attribution des contrats d'exploration ou de production. Elles sont intégrées dans une logique concurrentielle mondiale, et leur puissance s'exprime de plus en plus en termes de capacité financière et de savoir-faire technique.

Troisièmement, les sociétés dites « indépendantes » : de tailles variables, mais néanmoins très inférieures à celles des *majors*, elles poursuivent une politique de positionnement ciblée. L'Afrique de l'Ouest et le golfe de Guinée offrent en effet de nombreuses opportunités à ces petites compagnies indépendantes en quête d'une diversification géographique de leurs activités : d'une part, l'exploration dans l'*offshore* n'en est encore qu'à ses débuts alors que les réserves sont supposées y être abondantes et, d'autre part, tous les gouvernements de la région sont particulièrement bien disposés à l'égard des investisseurs étrangers, et ce quelle que soit leur taille.

Les compagnies indépendantes, du fait d'une assise financière plus limitée, ne peuvent chercher à concurrencer les *majors* que par une politique de niche à deux niveaux : soit, suivant l'exemple de la mer du Nord, en relançant les activités d'exploration ou de production sur des champs marginaux ou dans une zone parvenue à maturité que les *majors* abandonnent ; soit, solution plus risquée mais potentiellement très rentable, en jouant les pionnières dans des zones encore vierges. La mise en valeur de l'*offshore* africain autour du golfe de Guinée offre le meilleur exemple de leurs nouvelles stratégies d'investissement, avec la mise en place d'un partage des rôles de fait entre les *majors*, qui se concentrent sur les pays les plus porteurs (Nigeria, Angola, voire Congo), et les indépendantes, qui agissent dans les autres pays (Cameroun, Gabon), y compris ceux où la production pétrolière est, jusqu'à présent, quasi inexistante (Guinée-Équatoriale, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Ghana, Sénégal). Des compagnies comme Vanco, Amerada Hess, Marathon, Ranger Oil, Occidental, Ocean Energy, Anadarko ou Triton sont d'ores et déjà parvenues à s'établir comme

des acteurs essentiels du jeu pétrolier régional, sans pour autant chercher à concurrencer les grandes compagnies ; ne visant ni les mêmes marchés ni les mêmes secteurs d'activité, ces deux catégories de compagnies ne se concurrencent pas frontalement.

L'histoire du consortium pour l'exploitation du pétrole au Tchad est d'ailleurs un parfait résumé de l'évolution des enjeux pétroliers des trente dernières années. Après la découverte de pétrole au début des années 1970 et la constitution d'un consortium comprenant Conoco, Exxon, Chevron (trois compagnies américaines) et Shell, le projet fut abandonné lors de l'éclatement de la guerre en 1979. S'ensuivirent le retrait, en 1981, de Conoco, l'opérateur du projet, sa reprise par Exxon, la vente des parts de Chevron à Elf Aquitaine en 1993 (après l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby, plus conciliant à l'égard de la France que son prédécesseur Hissène Habré), le retrait de Shell et Elf du projet en 1999 (officiellement en raison de son manque de rentabilité) puis le rachat de leurs parts, en avril 2000, par la compagnie nationale malaisienne Petronas et par Chevron.

Petronas est également présente en Guinée-Équatoriale et au Soudan, où intervient aussi PetroChina. Ces deux sociétés semblent ainsi renouer avec des stratégies très anciennes de « bras armés » de gouvernements soucieux de s'assurer des ressources pétrolières étrangères lorsqu'ils craignent l'insuffisance de leurs ressources locales.

RAFFINAGE, TRANSFORMATION ET CONSOMMATION.

LE PÉTROLE, UNE SOURCE INDISPENSABLE D'ÉNERGIE

L'activité d'exploration et de production de pétrole et de gaz est une activité largement autonome par rapport aux autres activités économiques. Elle génère relativement peu d'emplois, sauf peut-être au Nigeria, et les technologies aussi bien que les capitaux utilisés sont très largement étrangers. À l'inverse, les produits pétroliers représentent en Afrique, et en particulier en Afrique subsaharienne, de très loin la première source d'énergie – hors énergies traditionnelles : bois, charbon de bois, résidus végétaux et animaux. L'insignifiance des marchés (due à la faiblesse des revenus), l'extrême dispersion des consommations rendent quasiment impossible (sauf en Côte d'Ivoire et au Nigeria, où une taille critique peut être trouvée) le développement d'un réseau de distribution du gaz naturel, faute de rentabilité. Quant au charbon, dont la région est quasiment dépourvue, son utilisation conduirait aux mêmes difficultés économiques. C'est donc le pétrole qui, sous la forme de carburants ou de combustibles, est l'énergie dominante. Son utilisation comme carburant est classique : essence et gazole sont distribués dans des stations-service contrôlées soit par



quelques sociétés internationales, soit par des sociétés nationales – cas peu fréquent –, soit par des indépendantes.

Du fait de la faible importance des marchés (sauf au Nigeria), seules quelques raffineries de petite taille ont été construites, qui opèrent dans des conditions économiques difficiles. À noter une fois de plus le cas du Nigeria qui, avec quatre « grandes » raffineries, rassemble à lui seul 75 % des capacités de raffinage de toute l'Afrique de l'Ouest. Mais ces raffineries ne fonctionnent qu'à des niveaux très faibles. Le Nigeria présente la situation paradoxale d'un pays producteur de pétrole qui dispose de raffineries capables de satisfaire deux ou trois fois sa demande intérieure en produits pétroliers et qui doit... importer des quantités considérables d'essence. Cette situation, si elle fait parfois le bonheur de certaines raffineries voisines concurrentes (SIR à Abidjan, par exemple), empêche la création d'un marché ouest-africain de produits pétroliers, condition nécessaire à une diminution des coûts d'approvisionnement de la région.

Le Congo-Brazzaville constitue un cas à peu près semblable. Important exportateur de brut (à l'échelle de sa faible population), il dispose d'une petite raffinerie à Pointe-Noire, la capitale pétrolière du pays. Malgré cela, la capitale politique, Brazzaville, connaît régulièrement des pénuries d'essence liées aux tensions et aux violences armées qui agitent la région proche. Cette zone est traversée par l'unique ligne de chemin de fer du pays reliant Pointe-Noire, sur la côte, à Brazzaville sur les rives du fleuve Congo. Lorsque le trafic ferroviaire est interrompu (ce fut le cas durant la majeure partie de 2002), l'essence n'arrive plus à Brazzaville; ce qui provoque d'interminables files d'attente devant les stations-service (les taxis doivent patienter parfois jusqu'à quatre jours pour un plein) et génère un lucratif marché noir d'essence importée de Kinshasa par pirogues et revendue deux fois et demie plus cher qu'à la pompe. Sur les rives du Congo, dans une zone officiellement militaire proche du port de Brazzaville, des dizaines de « Kadhafi⁹ » (des personnes venues de Kinshasa) vivent ainsi en bonne intelligence avec les douaniers, cultivant de petits champs, pêchant et cuisinant tout en important des bidons d'essence depuis la RDC pour pallier les pénuries que connaît Brazzaville. Les pirogues repartent dans l'autre sens, chargées de sacs d'ail de contrebande ou d'autres marchandises suivant les pénuries du moment de chaque côté du fleuve. À chaque revente d'essence, les soldats et les douaniers du port de Brazzaville prélèvent un pourcentage, sorte de taxation privée compensant les retards de paiement des salaires par l'État.

LES ÉTATS AFRICAINS DANS LA MONDIALISATION PÉTROLIÈRE

Dans leurs rapports avec les compagnies pétrolières, les États africains disposent d'un pouvoir considérable : leur droit de souveraineté sur l'accès à la ressource pétrolière. Ce pouvoir tend cependant aujourd'hui à s'amoinrir au fur et à mesure que la norme économique libérale s'impose, faisant de l'ouverture des frontières l'axe prioritaire du développement économique. En outre, les États africains producteurs de pétrole sont très endettés. Dans de nombreux cas, l'accès aux marchés internationaux de capitaux, nécessaire notamment pour financer les développements pétroliers, ne peut se faire que par les compagnies pétrolières, qui disposent d'un crédit incontestable sur ces marchés.

*La montée en puissance de la société civile :
le cas de Shell au Nigeria*

Avec la fin des « chasses gardées », l'ouverture générale à la compétition et la croissance rapide de la production *offshore*, l'environnement économique de la scène pétrolière africaine a connu ces dernières années une profonde évolution. Une autre tendance lourde se dessine également depuis le milieu des années 1990, qui tend à remettre en cause l'équilibre des forces entre les États et les compagnies pétrolières : de plus en plus d'ONG se mobilisent autour de questions « éthico-pétrolières », obligeant les compagnies à engager un dialogue avec les organisations de la société civile. Le cas de Shell au Nigeria a valeur d'exemple pour comprendre ce nouveau rapport de force entre compagnies pétrolières et société civile.

Au Nigeria, Shell est une institution plus ancienne que l'État lui-même. Sa présence dans le pays remonte à 1937, lorsque la compagnie (en association avec BP) se voit attribuer le droit exclusif de prospection par l'administration coloniale. Si Shell n'est plus aujourd'hui en position hégémonique, elle contribue néanmoins encore pour environ 40 % à la production nationale. Pourtant, son implantation historique dans le pays et la concentration de ses activités dans l'une des régions les plus densément peuplées d'Afrique ont établi un rapport de proximité très fort avec les communautés locales. La compagnie symbolise, pour les habitants du Delta, l'industrie pétrolière dans son ensemble.

À la fin des années 1980 fleurissent au Nigeria, et particulièrement dans le delta du Niger, des organisations autonomistes à caractère identitaire. Ces mouvements se veulent politiques et écologiques ; ils militent pour l'autonomie

9. Kadhafi représente dans l'imaginaire collectif des populations congolaises « celui qui a du pétrole ».



régionale, la protection des cultures locales, et dénoncent l'iniquité du partage de la rente pétrolière (dont ils estiment que les populations locales ne profitent pas assez) et les dégradations de l'environnement causées par l'extraction du pétrole. Parmi ces mouvements, le Mosop¹⁰ fut le premier à véritablement articuler son discours non plus autour de la question de la redistribution centre-périphérie mais de l'impact environnemental de l'exploitation pétrolière, réclamant à ce titre d'importantes compensations financières non seulement à l'État fédéral mais également aux compagnies pétrolières (Shell, Chevron et la NNPC). Sous l'impulsion de l'écrivain Ken Saro-Wiwa, le Mosop devint une organisation de masse s'inspirant du modèle du mouvement américain pour les droits civiques. Rapidement très bien implanté localement, il noua d'étroites relations avec d'autres ethnies « pétrolières » de la région, avec des partis d'opposition au niveau fédéral, et surtout avec les milieux intellectuels, politiques et médiatiques à l'étranger.

Grâce à de grandes ONG transnationales comme Greenpeace ou Human Rights Watch, la campagne politico-écologique engagée par le Mosop contre Shell trouva un écho international. Sur place, les exactions contre Shell (sabotage des oléoducs, mitraillage de véhicules, agressions physiques contre le personnel expatrié ou nigérian, etc.) se banalisèrent au point que la compagnie décida, en janvier 1993, de se retirer du pays ogoni et d'y fermer ses installations (non rouvertes depuis lors). Cette décision sans précédent entraîna un durcissement de la part des autorités nigérianes, qui envoyèrent l'armée quadriller le territoire ogoni et renforcèrent la répression contre les dirigeants du Mosop. L'arrestation et la condamnation à mort de Ken Saro-Wiwa en 1995 provoquèrent une mobilisation internationale intense, tant au niveau diplomatique que des opinions publiques, visant non seulement le régime du général Abacha mais également Shell, accusée de complicité, au moins passive¹¹.

La condamnation puis l'exécution de l'intellectuel nigérian survinrent à un très mauvais moment pour Shell, déjà prise pour cible par les activistes écologistes en Europe à propos de la plate-forme de Brent Spar, en mer du Nord¹². La conjonction des deux événements (contestation au Nigeria et abandon de la plate-forme Brent Spar) eut un effet dévastateur sur l'image de la compagnie pétrolière (y compris auprès de ses clients et de ses propres employés). Elle fut également l'élément déterminant de la prise de conscience, chez les dirigeants de Shell, de la difficulté de s'opposer aux campagnes d'ONG internationales organisées en réseau et disposant d'une grande crédibilité dans l'opinion publique. À la suite de ces événements, Shell entama un tournant majeur en adoptant une stratégie fondée sur l'engagement éthique du groupe. La compagnie procéda à une modification radicale de sa politique de communication, faisant dorénavant du principe de transparence l'axe central de sa nouvelle culture d'entreprise.

La tradition contestataire connaît un nouvel élan avec la fin du régime militaire en 1999. À Port-Harcourt, par exemple, la branche locale du réseau alternatif international de vigilance citoyenne Oilwatch réclame l'arrêt complet des activités pétrolières dans les zones habitées du delta du Niger ou écologiquement sensibles (ce qui, en pratique, condamnerait la quasi-totalité de la production terrestre et même de la production *offshore* située à proximité des côtes et des villages de pêcheurs). Au Congo, personne ne se risquerait à réclamer l'instauration d'un moratoire sur la production pétrolière.

Le pétrole à l'épreuve de la transparence financière

Vecteur essentiel de l'intégration dans l'économie mondiale du second pays phare de la scène pétrolière africaine, le pétrole est également un élément clé pour la compréhension du système politique de l'Angola. S'il a été pour le gouvernement le moyen déterminant de la survie militaire et politique face à l'Unita, il est aussi un facteur de déconnexion du régime avec le reste de la population du pays. D'une part, l'existence de la rente pétrolière dispense l'État de devoir recourir à la taxation de l'activité économique nationale pour se financer ; d'autre part, elle lui donne les moyens d'une politique de redistribution clientéliste. En Angola, la production pétrolière se faisant exclusivement en *offshore*, c'est-à-dire loin des zones peuplées, les compagnies ne rencontrent pas de problèmes de cohabitation avec des populations locales, ni les difficultés écologiques qu'elles connaissent dans le delta du Niger. Mais, alors que la guerre civile n'a pas empêché une croissance rapide de la production, la transparence financière dans les opérations pétrolières attire l'attention des organisations militantes de la société civile internationale.

10. Movement for Survival of Ogoni People (Mosop), fondé en octobre 1990 par une poignée d'intellectuels pour faire entendre les revendications du « peuple ogoni » quant au contrôle de la rente pétrolière.

11. En guise de réponse à tous ceux qui dénonçaient son attitude neutraliste face au sort de Ken Saro-Wiwa, la compagnie publia en décembre 1995 une pleine page publicitaire dans le *New York Times* expliquant : « *Some campaigning groups say we should intervene in the political process in Nigeria. But even if we could, we must never do so. Politics is the business of governments and politicians. The world where companies use their economic influence to prop up or bring down governments would be a frightening and bleak one indeed.* »

12. Début 1995, Shell annonça publiquement son intention de couler la plate-forme abandonnée de Brent Spar en mer du Nord. Greenpeace lança aussitôt une intense campagne médiatique pour dénoncer le projet. Fait rarissime, l'appel au boycott de Shell lancé par Greenpeace fut, en Europe du Nord, largement suivi, particulièrement en Allemagne où les ventes de carburants dans les stations-service de la compagnie chutèrent de 50 % durant la période de la crise la plus couverte par les médias. Malgré les tentatives de Shell de plaider le bien-fondé de son projet, la compagnie dut se résigner, après deux mois de bataille avec Greenpeace, à l'abandonner, capitulant face à l'ONG de défense de l'environnement.



Dans la seconde moitié des années 1990, certaines ONG mobilisées autour du conflit armé angolais commencent à critiquer publiquement les partenaires économiques des belligérants, gouvernement compris. C'est Global Witness¹³ qui, dans son rapport paru en 1999, *A Crude Awakening*, pointe le rôle des recettes pétrolières versées par les compagnies internationales dans le financement de la guerre du côté du gouvernement. Ironie de l'histoire, avant de se rendre extrêmement antipathique aux yeux du gouvernement angolais avec ce rapport accusateur, la même ONG avait publié un autre rapport dénonçant l'impact du trafic de diamants par l'Unita sur la poursuite du conflit armé. Luanda n'avait, à l'époque, pas caché son plaisir de voir ainsi son adversaire mis au ban des accusés et avait fait le nécessaire pour traduire ce rapport en actes, poussant la communauté internationale à décréter un embargo sur les diamants de l'Unita.

L'importance de la publication du rapport de l'ONG britannique tient cependant moins aux révélations de l'enquête qu'à son retentissement. Par la rigueur des informations, la gravité des faits dénoncés et l'identité des acteurs incriminés (les grandes compagnies pétrolières), la diffusion de *A Crude Awakening* a largement débordé les réseaux traditionnels de mobilisation militante. Sa forte diffusion lui a permis non seulement de susciter une série d'articles sur la question dans la presse internationale¹⁴, mais également de devenir la référence incontournable de tout écrit sur l'Angola, qu'il émane du FMI, d'ONG comme Amnesty International, de travaux de chercheurs ou encore d'articles de presse, y compris pétrolière. Dans la foulée, une campagne internationale (« Publish What You Pay ») a été lancée à l'initiative de Global Witness. Son objectif est de rendre transparent le financement des gouvernements par les revenus que leur fournissent les compagnies pétrolières (taxes ou royalties, livraison du pétrole produit par leurs soins), en exigeant de ces compagnies qu'elles rendent publics leurs comptes avec l'État. BP a récemment annoncé son intention de commencer à satisfaire cette exigence de publicité dans ses prochains rapports annuels.

Le militantisme des ONG tend aujourd'hui à se généraliser dans l'ensemble du golfe de Guinée (à l'exception peut-être de la Guinée-Équatoriale). Au Congo-Brazzaville, troisième pays producteur, l'Église catholique a ainsi engagé une action en faveur de la transparence dans l'utilisation des revenus pétroliers, qui s'est notamment concrétisée par la publication, en juin 2002, d'une Déclaration officielle des évêques du pays sur la question pétrolière. Mais la démarche de l'Église congolaise s'inscrit avant tout dans le long terme ; elle vise, avec l'aide de ses réseaux au Congo, dans les pays de la région, aux États-Unis ou en France, à susciter un processus de sensibilisation et de conscientisation de la société civile congolaise aux problèmes pétroliers. Le but

d'une telle mobilisation est avant tout d'amorcer le débat public sur l'opacité de la gestion des revenus pétroliers, en plaçant le gouvernement et les compagnies pétrolières sous le regard critique de la population locale et de la communauté internationale. Face à des acteurs, les compagnies pétrolières, parfaitement intégrés dans la logique de la globalisation, l'Église et ses activistes des ONG catholiques (le réseau Caritas notamment) opèrent également dans une logique globale, incluant aussi bien les échelons locaux, nationaux et transnationaux. CRS (la puissante branche américaine du réseau Caritas) ou le Secours catholique (Caritas-France) ont ainsi rejoint la campagne internationale « Publish What You Pay », à l'instar du financier Georges Soros.

LES NOUVEAUX ENJEUX PÉTROLIERS EN AFRIQUE

Il semble aujourd'hui admis que l'Afrique, sans être un nouveau Moyen-Orient, est déjà et deviendra encore plus à moyen terme un acteur significatif de la scène pétrolière mondiale. Si l'exploitation pétrolière de ce continent est relativement récente par rapport aux autres grandes zones que sont les États-Unis, la Russie, le Moyen-Orient ou l'Amérique du Sud, il bénéficie de plusieurs atouts qui devraient favoriser son développement, notamment pour sa partie subsaharienne.

Tout d'abord les progrès techniques, notamment au niveau de l'exploitation *offshore*, rendent désormais très facilement exploitables, et à des conditions économiques compétitives, les gisements situés au large de l'Afrique de l'Ouest subsaharienne, dans le golfe de Guinée ou dans les eaux territoriales de l'Angola. Le pétrole produit est de bonne qualité et cette région est de plus bien située par rapport aux marchés consommateurs d'Europe et des États-Unis. En revanche, si l'Afrique du Nord (essentiellement l'Algérie et la Libye) demeure un fournisseur important de l'Europe, notamment du fait de sa position géographique, elle présente des caractéristiques qui la rapprochent

13. Global Witness est une ONG basée à Londres, dont l'action vise à étudier les liens entre l'exploitation des ressources naturelles et les atteintes aux droits de l'homme. Son objectif est d'alerter l'opinion publique internationale sur ces problèmes, mais également de produire des éléments (informations, preuves, etc.) susceptibles d'être utilisés à des fins de *lobbying* auprès de gouvernements et d'organisations internationales. La notice de copyright de ses publications signale d'ailleurs que l'interdiction de reproduction ne concerne pas « quiconque souhaite les utiliser pour promouvoir l'environnement et les droits de l'homme ». Site Internet : <www.globalwitness.org>

14. *Le Monde*, *Financial Times*, *The Economist*, etc., qui se contentent le plus souvent de synthétiser fidèlement les conclusions du rapport, ont servi ainsi de porte-voix aux dénonciations qu'il contient.



des pays du Moyen-Orient : nationalisation dans les années 1970, rôle prépondérant des compagnies nationales et forte sensibilité aux tensions politiques du monde arabo-musulman.

De plus, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne proposent des régimes juridiques d'exploitation relativement favorables aux investisseurs étrangers, tant en termes d'accès à la ressource que de régime fiscal, à un moment où les autres pays producteurs restent relativement fermés. L'exploitation se fait donc essentiellement par *joint-venture* (95 % de la production du Nigeria, plus grand pays producteur africain) ou par contrats de partage de production associant les compagnies nationales aux principales « majors ».

Cependant, ces grandes compagnies internationales doivent désormais compter avec les ONG, locales ou internationales, qui militent dans des domaines aussi divers que l'environnement, les problèmes humanitaires, la transparence financière ou les droits de l'homme. Et si l'action de ces ONG ne se traduit pas systématiquement par une opposition aux projets des compagnies, elle a contraint ces dernières à redéfinir le rapport qu'elles entretenaient avec leur environnement économique et politique en Afrique. La fin des complicités héritées de l'époque coloniale, remplacées par de nouvelles relations contractuelles, associée aux nouveaux moyens de pression que représentent les campagnes de boycott ou l'activisme financier à travers les fonds de pension, ont fait évoluer les rapports de forces. Les grandes compagnies ont compris qu'elles devaient désormais en tenir compte ■

Jean-Pierre Favennec,
Centre d'économie et de gestion de l'École du pétrole et des moteurs,
et Philippe Copinschi, Institut d'études politiques

Avec la collaboration de Toni Cavatorta et Fehrat Esen